

Modèle social européen : le CELSIG écrit à la présidence britannique

En vue de la réunion du Conseil européen informel du 27 octobre prochain, qui discutera de la position du modèle social européen, le CELSIG a adressé, le 21 octobre, la lettre ci-dessous à M. Tony Blair qui assure la présidence britannique de l'Union européenne pendant le deuxième trimestre 2005, pour lui demander de proposer d'inclure la Charte des droits fondamentaux dans les traités européens, sans qu'il soit besoin d'attendre la ratification du traité constitutionnel.

"Les systèmes sociaux au sein de l'Union européenne reposent sur des solidarités fortes et se caractérisent tous par l'existence d'un droit du travail, d'une protection sociale universelle, d'un droit syndical et d'un dialogue social, des services d'intérêt général. Ces systèmes sociaux articulent compétitivité économique et progrès social. C'est également l'objectif fondamental du "processus de Lisbonne" qui vise à faire de l'Union européenne la zone de l'économie de la connaissance la plus compétitive.

Un modèle social européen, décliné différemment selon les pays, existe bien et les citoyens européens y sont profondément attachés. Ils vivent nombre des modifications en cours comme la remise en cause de ces systèmes et l'Union européenne est souvent perçue comme l'un des acteurs de cette remise en cause.

Le Conseil informel de Hampton Court doit donner un signe fort démontrant que son objectif est bien de préserver et d'améliorer, à la fois la performance économique et le progrès social dans l'Union.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union a été adoptée deux fois à l'unanimité, lors de sa proclamation au Conseil de Nice en décembre 2000 et lors de la signature du Traité établissant une Constitution pour l'Europe le 29 octobre 2004 à Rome. Tous les Etats membres de l'Union européenne étant d'accord sur le contenu de cette Charte, rien ne s'oppose, ni juridiquement ni politiquement, à ce qu'il lui soit donné une existence juridique sans attendre la ratification complète du Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Nous vous demandons de proposer au Conseil informel d'inclure la Charte des droits fondamentaux de l'Union dans les Traités actuels. Par cet acte, le Conseil européen, sous votre présidence, démontrerait à tous les citoyens et résidents européens sa volonté d'apporter des réponses concrètes et précises à leurs interrogations sur leur situation sociale".

Une lettre en ce sens a également été envoyée au président du Parlement européen et au président de la Commission européenne.

Lettres consultables sur www.celsig.org

Directive-cadre services

Dans le cadre des négociations en cours au Parlement .../...

European social model: CELSIG writes to the British presidency

In preparation for the informal meeting of the European Heads of State or Government on 27th October 2005, which will discuss the position of the European social model, on 21st October 2005 CELSIG wrote the following letter to Mr. Tony Blair who is heading the British presidency of the European Union during the second quarter of 2005, asking him to propose the inclusion of the Charter of fundamental rights in the European treaties, without necessitating prior ratification of the constitutional treaty.

"Social systems throughout the European Union are based on strong forms of solidarity and are all characterised by the existence of; a right-to-work law, a universal social protection, trade-union law and social dialogue and services of general interest. These social systems associate economic competitiveness and social progress. It is also the fundamental objective of the "Lisbon process" which aims at making the European Union the most competitive zone of knowledge economy.

A European social model, represented differently in different countries, exists already and European citizens are deeply attached to it. They consider a number of ongoing modifications as the questioning of these systems and the European Union is often perceived as one of the actors in this questioning.

The informal meeting of Heads of State or Government of Hampton Court must give a strong signal showing that its objective is indeed to preserve and improve, both the economic performance and the social progress in the Union.

The Charter of fundamental rights of the Union was twice unanimously adopted at the time of its announcement at the Council of Nice in December 2000 and during the signature establishing a Constitutional Treaty for Europe, on 29th October 2004, in Rome. Since all the Member States of the European Union agree on the contents of this Charter, there is no obstacle, neither legally nor politically, for it to be given a legal existence, without waiting for the complete ratification of the Treaty establishing a Constitution for Europe.

We ask you to propose to this informal meeting of Heads of States or Government to include the Union's Charter of fundamental rights in the current Treaties. By so doing, the European Council, under your presidency, would show all the citizens and European residents, its willingness to bring forth concrete and precise answers to their concerns on their social condition".

Another letter in this direction has been sent to the president of the European Parliament and to the president of the European Commission.

Letters available at www.celsig.org

Services Framework-directives

In the ongoing negotiations at the European .../...

européen sur la proposition de directive-cadre sur les services dans le marché intérieur, les groupes politiques de droite (PPE-DE, ADLE, UEN) sont arrivés à un compromis sur des amendements qui se rapprochent plus du texte de la Commission que de la proposition de la socialiste Evelyne Gebhardt dans son rapport d'avril/mai dernier (voir bulletins 172 et 175/176).

Aux termes de ces amendements, notamment ♦ il est proposé de remplacer le principe du pays d'origine (PPO) par une autre principe, la "liberté d'offrir des services en prestation", selon lequel les prestataires de services "seraient soumis exclusivement aux dispositions de l'Etat membre d'établissement pour ce qui est de l'accès aux activités du service concerné et de l'exercice de ces activités" ♦ pour ce qui concerne l'autorité de contrôle, l'Etat membre de prestation pourrait faire appliquer des exigences spécifiques en relation avec l'ordre public, la sécurité publique, la santé ou la protection de l'environnement ♦ ne seraient exclus de la portée de la directive que les services d'intérêt général financés sur fonds publics ou de nature autre que commerciale.

Le vote en séance plénière du Parlement est prévu pour janvier 2006. Le vote de la commission marché intérieur-consommateurs du Parlement sur le rapport Gebhardt doit avoir lieu le 21 novembre prochain. En raison de l'abondance des propositions d'amendements parlementaires à la proposition de directive-cadre, environ 1 500, Mme Gebhardt tiendra une réunion préalable pour en réduire le nombre.

Sur la directive-cadre services voir, également, les bulletins n°154/5/6, 159, 161, 162/3, 164, 165/6, 167, 173, 174, tous consultables sur www.celsig.org

Cour de justice

En réponse à la question préjudicielle d'un tribunal italien, la Cour, dans un arrêt C-458/03 du 13 octobre 2005, dit que l'attribution d'une concession de services publics à une entité qui jouit d'une marge d'autonomie telle qu'il est exclu que l'autorité publique concédante exerce sur elle un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, fait que cette attribution ne peut pas être considérée comme une opération interne à ladite autorité publique. Par conséquent, les articles 43 et 49 CE, ainsi que les principes d'égalité de traitement, de non discrimination et de transparence s'opposent à la concession de services publics sans mise en concurrence.

S'agissant d'une concession, la commune de Brixen n'était pas soumise à la directive sur les marchés publics, mais devait respecter le traité et ne pouvait pas attribuer sans publicité la concession d'un parking public payant à l'entreprise Stadtwerke Brixen AG, société par actions, disposant d'une large autonomie, issue de la transformation de l'entreprise communale Stadtwerke Brixen.

Sur une période très courte, la Cour a pris, trois arrêts relatifs à la façon dont les collectivités locales peuvent, ou non, faire prester des services publics (Stadt Halle le 11 janvier 2005 C-26/03, Coname le 21 juillet 2005 C-231/03, voir bulletins 167 et 178/179). Il ne faudrait pas que la Commission utilise cette jurisprudence pour éviter de lancer le travail sur la "nécessité de mesures horizontales éventuelles" annoncée dans le Livre blanc sur les SIG et qui doit faire l'objet d'un rapport de la Commission à la fin de cette année.

Parliament on the proposal for a framework-directive on services within the internal market, the right-wing political groups (PPE-DE, ADLE, UEN) reached a compromise on amendments which are closer to the Commission's text than to the proposal by the Socialist Evelyne Gebhardt in her April/May report (see bulletins 172 and 175/176).

In particular, under the terms of these amendments, ♦ there is a proposal to replace the principle of the country of origin (PCO) by another principle, "freedom to offer services on demand", according to which service providers "would be subjected exclusively to the provisions of the Member State of in which they are established as regards the access to the activities of the concerned service and the carrying out these activities" ♦ concerning the controlling authority, the Member State receiving the service could apply specific requirements in connection with the law and order, public safety, health or the environmental protection ♦ would be excluded from the scope of the directive, only those services of general interest funded by public funds or of different nature other than commercial.

The voting at a plenary sitting of the Parliament is scheduled for January 2006. The vote on the Gebhardt's report of the internal market-consumers committee of the Parliament should take place on the 21st November. Due to a large number of parliamentary amendment proposals on the framework directive proposal, approximately 1 500, Ms. Gebhardt will hold a preliminary meeting to try and reduce them.

For further information on services directive, see also, bulletins n°154/5/6, 159, 161, 162/3, 164, 165/6, 167, 173, 174, all available at www.celsig.org

The Court of Justice

In response to the preliminary ruling by an Italian court, the Court, in its judgement C-458/03 of 13th October 2005, says that the awarding of a public services concession to an entity which enjoys such a level of independence that it becomes inconceivable for the conceding public authority to exert any control over it, similar to that which it exerts on its own services, makes it impossible to regard such awarding as an internal operation of the public authority in question. Consequently, articles 43 EC and 49 EC, and the principles of equal treatment, non-discrimination and transparency, are to be interpreted as precluding the public authority from awarding the concession without putting it out to tender.

As regards the concession, the municipality of Brixen was not subjected to the directive on public procurements, but was required to observe the treaty and could therefore not award the concession for a public paying car park to Stadtwerke Brixen AG, a stock company, having a broad autonomy, resulting from the transformation of the municipality undertaking, Stadtwerke Brixen.

Over a very short period, the Court has taken three decisions concerning the way in which the local communities can, or cannot, award provision of public services (Stadt Halle on 11th January 2005 C-26/03, Coname on 21st July 2005 C-231/03, see bulletins 167 and 178/179). The Commission should not take advantage case law to avoid launching work on the "need for possible horizontal measurements" announced in the White Paper on SGI and which will be the subject of a Commission's Report at the end of this year.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..